



Charte de bonne pratique sur la gestion des eaux pluviales

La Communauté des Communes Rurales du Canton de Brionne est la collectivité compétente en matière de Gestion du Ruissellement des Eaux Pluviales sur le territoire communautaire.

Elle mène une politique de gestion des phénomènes de ruissellement pour préserver les ressources en eau souterraine des risques de pollution et met progressivement en place sur son territoire des ouvrages de collecte, de stockage et de régulation des eaux de ruissellement pour lutter contre les inondations et protéger ainsi les biens et les personnes.

Les préconisations de la Communauté de Communes détaillées ci-dessous sont établies à l'attention des particuliers et des lotisseurs afin d'assurer la bonne gestion des eaux pluviales sur les projets d'urbanisation en cours de conception, ou à venir. L'ensemble de ces préconisations constitue une « charte de bonne pratique sur la gestion des eaux pluviales ».

Cette charte est nécessaire dans la mesure où des problèmes d'inondation existent sur chacune des communes du canton. L'urbanisation d'une parcelle entraînant une augmentation des surfaces imperméabilisées et donc du volume d'eaux pluviales ruisselées, il est indispensable d'assurer la gestion de ces eaux pluviales afin de ne pas aggraver la situation.

Les objectifs recherchés par ces préconisations sont les suivants :

- Gérer au maximum les eaux pluviales à la parcelle (selon la capacité d'infiltration du sol)
- Limiter les rejets pluviaux vers l'aval (réseau pluvial ou milieu naturel)
- Adapter le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales selon la taille du projet et la vulnérabilité en aval.

Il est rappelé que la gestion des eaux pluviales doit être étudiée au même titre que la gestion des eaux usées dès le départ de la conception du projet d'urbanisation, celle-ci étant à la charge du maître d'ouvrage de l'opération.

D'autre part, la Communauté de Communes précise qu'en cas de nécessité de réalisation d'un aménagement sous maîtrise d'ouvrage publique (canalisation, fossé...) connexe à la réalisation d'un projet d'urbanisation, une Participation financière aux Voiries et Réseaux (PVR) pourra être demandée au maître d'ouvrage de ce projet.

Enfin, la CCRCB attire l'attention sur le fait que la plupart des projets de lotissement et de zones d'aménagement (opération de superficie supérieure ou égale à 1 ha et comprenant au moins 3 lots) relève de la déclaration au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R 214-1 du Code de l'Environnement. Dans ce cadre un dossier de déclaration loi sur l'eau est à déposer à la DDAF de l'Eure (Cellule Police de l'Eau).

Ce document distingue 2 cas d'urbanisation :

- I. L'urbanisation hors lotissement ou zone d'aménagement,
- II. L'urbanisation sous forme de lotissements ou zones d'aménagement (ensembles de constructions groupées).

I. Gestion des eaux pluviales dans le cas de l'urbanisation hors lotissement ou zone d'aménagement (concerne les particuliers)

Les eaux pluviales en provenance des surfaces imperméabilisées (toitures et voiries d'accès...) seront gérées à la parcelle par infiltration dans le sol grâce à la réalisation d'ouvrages d'infiltration (tranchées drainantes, noues d'infiltration, fossé, mare ou bassin à la parcelle...).

Le volume à stocker dans ces ouvrages est de 5 m³ par 100 m² de surface imperméabilisée. Dans le cas d'une tranchée d'infiltration (remplie de ballast à 30% de vide), le volume total de la tranchée serait de 16 m³ pour 100 m² de surface imperméabilisée.

En l'absence de test de perméabilité, il convient de majorer le dimensionnement (norme CERTU), soit 20 m³ pour 100 m² de surface imperméabilisée permettant de plus, d'anticiper colmatage et/ou défaut d'entretien.

NB : prévoir débordement au niveau des gouttières et assurer la continuité hydraulique jusqu'à un exutoire (réseau de collecte interne au lotissement).

II. Gestion des eaux pluviales de lotissements ou zones d'aménagement (concerne les lotisseurs)

Plusieurs modes de gestion des eaux pluviales peuvent être envisagés selon les possibilités définies par les tests de perméabilité du sol :

☒ Infiltration des eaux pluviales

- Des tests de perméabilité devront être réalisés. Si K (coefficient de perméabilité) $\leq 1.10^{-6}$ m/s, la gestion des eaux pluviales par infiltration ne pourra pas être retenue. La gestion collective des eaux pluviales par collecte et régulation avant rejet sera impérative.
- Afin d'obtenir des résultats représentatifs à l'échelle du projet, 1 lot sur 3 sera au minimum testé au droit de la zone d'épandage.
- Sur l'ensemble des tests, le coefficient de perméabilité le plus pénalisant sera retenu pour le dimensionnement et le calcul du temps de vidange des ouvrages d'infiltration. Celui-ci devra être inférieur à 48 h.
- Il convient de majorer le dimensionnement des ouvrages d'infiltration d'un coefficient de 0.5 (norme CERTU), permettant d'anticiper colmatage et/ou défaut d'entretien.

☒ Dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales

Le dimensionnement des ouvrages de collecte, de stockage, d'infiltration et de régulation (avec débit de fuite) se fera sur la base des éléments suivants :

- Prendre en compte la surface totale du projet
- Prendre en compte la pluie locale de période de retour de 100ans la plus défavorable (équivalent en général à une pluie d'orage et non à 24 h).
- Adapter le coefficient de ruissellement à la hauteur de pluie, à savoir, la pluie centennale
 - Pour des surfaces imperméabilisées (voiries et toitures) : $C=100$ %
 - Pour les espaces verts : $C=30$ %
- Limiter le débit de fuite à 2 litres / seconde / hectare aménagé,
- Assurer la vidange de l'ouvrage en moins de 48 h pour un événement décennale. Ceci permettra une meilleure gestion des eaux pluviales pour des pluies rapprochées dans le temps.

Dans tous les cas, prévoir le débordement des dispositifs de gestion des eaux pluviales et assurer la continuité hydraulique vers un exutoire.

Il convient d'assurer, sur la base du débit de pointe centennal, la continuité hydraulique du bassin versant jusqu'à l'exutoire naturel sans risque d'inondation.

La répartition d'un ou des ouvrages dans l'espace est à la liberté de l'aménageur, dans la mesure où le dimensionnement et la cohérence hydraulique sont respectés.

Dans l'intérêt des aménageurs, il est demandé de contacter les services de la CCRCB pour examiner le plus en amont possible les projets, notamment au niveau des « Voiries et Réseaux Divers » qui sont de sa compétence, et dont elle aura la charge en cas d'une rétrocession des lotissements aux communes.

Enfin, il est indispensable que la CCRCB soit associée à la réalisation des « VRD ». Il faudra pour cela que ses services soient présents aux différentes réunions de chantier.

N'hésitez pas à contacter M. DAVID Ronan de la Communauté de Communes de Brionne pour toute information complémentaire sur ces prescriptions.

Communauté des Communes Rurales du Canton de Brionne
Rue des Martyrs - 27800 BRIONNE
Tél. : 02.32.45.78.75 - Fax : 02.32.45.98.84 - E-mail : ronan.david@ccrc-brionne.fr